



L'essentiel du Bulletin d'information n° 878 juin 2024

*Ce document fait une synthèse du dernier Bulletin d'information de l'OCBF et en reprend le sommaire.
Les articles de ce Bulletin sont disponibles en texte intégral sur www.ocbf.com.*

Droit des affaires

La loi attractivité du 13 juin 2024 permet la **dématérialisation des titres transférables** papiers afin de « *faciliter la croissance à l'international des entreprises françaises* ».

Droit bancaire

À la suite d'une **enquête par questionnaire sur la gestion des impayés dans le crédit à la consommation**, l'ACPR a identifié les pratiques à corriger et les axes d'amélioration, partageant ses conclusions lors d'une séance de restitution du 30 janvier 2024 avec les acteurs du secteur. Elle publie désormais ces mêmes résultats dans sa **Revue ACPR**.

L'ACPR publie son **rapport annuel 2023** dans lequel elle constate une année marquée par la faillite de plusieurs banques régionales aux États-Unis et le rachat de Crédit Suisse par UBS, qui ont alimenté au printemps les craintes d'une nouvelle crise bancaire.

Panorama de jurisprudence Droit bancaire, Droit des affaires

Crée un **déséquilibre significatif** entre les droits et obligations des parties, au détriment du consommateur exposé

à une aggravation soudaine des conditions de remboursement, la clause d'un contrat de prêt immobilier qui prévoit la **résiliation de plein droit du contrat après une mise en demeure de régler une ou plusieurs échéances impayées sans préavis d'une durée raisonnable** (Cass. com. 29 mai 2024).

Il résulte de l'article 1231-1 du code civil que la **banque dispensatrice de crédit est tenue d'une obligation d'informer l'emprunteur sur les modalités de mise en œuvre d'une garantie souscrite au profit de celle-ci** (Cass. com. 12 juin 2024).

Marchés financiers

La loi n° 2024-537 du 13 juin 2024 visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France prévoit des modifications concernant **le PEA, le PEA-PME et le fractionnement des instruments financiers**.

Banque-Assurance

Deux arrêtés du 12 juin 2024, publiés au JORF du 16 juin 2024 en application de la loi Industrie verte, modifient le code des assurances pour les **contrats d'assurance sur la vie et de capitalisation**.

Vos interlocuteurs :

Droit des affaires, réglementation bancaire, jurisprudence affaires et bancaire - [Eva Ruimy](#)
Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, corruption, protection des données personnelles, services de paiement - [Camille Montet](#)
Marchés financiers, distribution d'assurances, finance durable - [Ludivine Polère](#)

Affaires fiscales, comptables, prudentielles, contrôles permanents et périodiques - [Christian Meyer](#)
Droit des sociétés - [Mina Kanouté](#)
Social - [Anne-Sophie Lapotre](#)
Veille documentaire - [Anne-Sophie Lapotre](#) et [Emmanuelle Colson](#)



L'essentiel du Bulletin d'information n° 878 juin 2024

Finance durable

L'AMF constate que « **le recueil des préférences des clients en matière de durabilité est encore parcellaire** » dans le cadre de ses **visites mystère**, dont les résultats ont été publiés le 6 juin 2024.

Les textes d'application de la loi Industrie verte (deux arrêtés et un décret) relatifs à la mise en œuvre du **plan d'épargne avenir climat** ont été publiés et sont entrés en vigueur le **1^{er} juillet 2024**.

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

Le Conseil de l'UE a adopté, le 30 mai 2024, le **futur paquet LCB-FT**. Il s'agit de la dernière étape de la procédure d'adoption. Les textes ont été publiés le 19 juin et feront l'objet d'une analyse détaillée dans le prochain bulletin d'information.

L'ACPR a publié, le 29 mai 2024, son **rapport annuel d'activité** dans lequel elle revient notamment sur ses actions en matière de LCB-FT. Deux sujets sont à relever : une **analyse des dispositifs de gel** des principaux organismes et les résultats des contrôles menés sur le **traitement des PPE**.

La commission d'enquête du Sénat sur **l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier** a publié ses conclusions le 14 mai 2024.

Économie numérique, informatique et libertés

Le **règlement modifiant le règlement (UE) n° 910/2014 (eIDAS)** en ce qui concerne l'établissement du **cadre européen relatif à une identité numérique** a été publié le 30 avril 2024. Il est entré en vigueur le 20 mai 2024.

La CNIL a publié, le 12 juin 2024, ses **recommandations sur l'ouverture et la réutilisation des données** à caractère personnel publiées sur internet.

La CNIL a lancé, le 10 juin 2024, une **nouvelle consultation publique sur une deuxième série de fiches pratiques et un questionnaire** consacré à l'encadrement du **développement des systèmes d'IA**. Elle prendra fin le 1^{er} septembre 2024.

La Commission européenne a lancé, le 18 juin 2024, une **consultation ciblée et une série d'ateliers pour solliciter l'avis des parties prenantes sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le domaine financier**. Les parties prenantes sont invitées à répondre à la consultation avant le **13 septembre 2024**. Les inscriptions aux ateliers, qui auront lieu à l'automne, sont ouvertes jusqu'au **26 juillet**.

Le CEPD a publié, le 23 mai 2024, une **déclaration relative au partage de données aux fins de prévention de la fraude**.

Services et instruments de paiement

Quatre **règlements délégués complétant le règlement MiCA** ont été publiés le 30 mai 2024.

L'EBA a successivement publié les 6 juin, 13 juin et 19 juin, une **série de RTS et orientations précisant certaines règles du règlement MiCA** en matière de gouvernance et en matière prudentielle.

L'OSMP a annoncé, le 7 juin 2024, le lancement d'un **plan de renforcement de la sécurité des paiements par carte à distance**.

Dans un arrêt du 2 mai 2024, la chambre commerciale de la Cour de cassation applique à un **cas de doublon de carte bancaire la jurisprudence Beobank de la CJUE**.

Les archives des Bulletins mensuels d'information et les textes officiels cités dans ces Bulletins sont disponibles sur e-Doc : le portail documentaire de l'OCBF [espace adhérents](#)



L'essentiel du Bulletin d'information n° 878 juin 2024

Supervision prudentielle, résolution et réglementation comptable

Réforme Bâle III : de nouvelles règles de l'UE pour renforcer la résilience des banques face aux chocs économiques.

Responsabilité non contractuelle de l'Union européenne : le tribunal de l'UE juge que les particuliers et les entreprises doivent établir que trois conditions sont cumulativement satisfaites pour engager cette responsabilité.

Sociétés de financement : une instruction ACPR du 31 mai 2024 leur étend les exigences de déclaration en matière de supervision du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire.

H3C (désormais H2A) : présentation du rapport annuel 2023.

Fiscal

Les créances demeurant incertaines à la clôture de l'exercice, soit dans leur principe, soit dans leur montant, n'ont pas à entrer en compte pour la détermination du bénéfice imposable de l'exercice (CAA de Nantes).

Délai de reprise de l'administration en matière de droits d'enregistrement : en cas d'acte notarié, la Cour de cassation juge qu'il commence à courir à compter de la date

de l'acte et non pas de celle de son enregistrement par l'administration fiscale.

Cession de participation substantielle par un non-résident : le Conseil d'État juge que le prélèvement libératoire de l'article 244 bis B du CGI est contraire au droit de l'UE.

Établissement stable preneur au regard des règles européennes en matière de TVA : un arrêt de la CJUE précise la notion.

Social

Une étude prospective d'Atlas, l'opérateur de compétences (OPCO) des services financiers et du conseil, **évalue l'impact de l'évolution de l'intelligence artificielle sur les métiers et les compétences notamment du secteur de la Banque et de la Finance.**

Relation de travail : un arrêté du 3 juin 2024 fixe **cinq modèles de documents d'information** que l'employeur doit remettre aux salariés lors de l'embauche.

Le site « Service public.fr » a mis en ligne un « **Questions-réponses** » au sujet de **l'acquisition par les salariés de congés payés pendant un arrêt maladie** et l'administration diffuse également une **mise à jour du code du travail numérique** contenant trois infographies relatives à la mise en œuvre de ces nouvelles règles.

Bulletin d'information imprimable : tarifs pour 2024*

Votre établissement est adhérent à OCBF :

- Bulletin d'information version électronique imprimable : **306,00 € TTC** soit 255,00 € HT

Votre établissement n'est pas adhérent à OCBF :

- Bulletin d'information version électronique imprimable : **1074,00 € TTC** soit 895,00 € HT

Pour vous abonner, renvoyez-nous ce formulaire

✂-----
Dénomination sociale.....
Nom..... Prénom.....
Fonction.....
Adresse complète.....
Téléphone..... Fax..... E-mail.....
 Je souhaite m'abonner à la version électronique imprimable du Bulletin d'information OCBF pour 2024
Fait à le Signature et cachet

* Formulaire à retourner à [Anne-Sophie Lapôte](mailto:Anne-Sophie.Lapotre@ocbf.com)

Règlement à l'ordre d'OCBF. Pour un abonnement en cours d'année, la facturation se fera au prorata des mois restants.



L'essentiel du Bulletin d'information n° 878 juin 2024

Sommaire

<u>Droit général français et européen</u> <u>Grandes réformes</u>	6	<u>Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme</u>	36
- Actualités législatives		- Réglementation	
- Droit européen		- Autorité : rapport annuel de l'ACPR : points saillants en matière de LCB-FT – narcotrafic : rapport de la commission d'enquête du Sénat	
<u>Droit des affaires</u>	8	- Coopération européenne et internationale	
- Entreprise : dématérialisation des titres transférables papiers : le droit cambiaire enfin opposable par voie électronique		- Sanction financière	
- Sortie de crise et relance économique		<u>Corruption</u>	43
<u>Droit bancaire</u>	12	- Autorité	
- Compte		- Coopération européenne et internationale	
- Crédit : crédit à la consommation : enseignements de l'enquête ACPR sur la gestion des impayés et le recouvrement amiable		<u>Économie numérique, informatique et libertés</u>	44
- Protection des clients : rapport d'activité ACPR 2023 : résilience du secteur financier grâce à une supervision forte		- Informatique et libertés : identité numérique : entrée en vigueur de la nouvelle version du règlement eIDAS	
- Recouvrement des créances et voies d'exécution		- Sécurité	
<u>Panorama de jurisprudence</u>		<u>Services et instruments de paiement</u>	49
<u>Droit bancaire, Droit des affaires</u>	19	- Instruments de paiement	
- Crédit : clauses abusives : résiliation de plein droit du contrat de crédit immobilier quinze jours après mise en demeure – obligation d'information de la banque : attention aussi aux garanties !		- Monnaie fiduciaire	
- Droit civil		- Services de paiement	
- Procédure		- Jurisprudence	
- Procédures collectives		<u>Fiscal</u>	55
- Surendettement		- BIC-IS : la créance afférente à une prestation achevée mais dont le montant reste affecté d'une condition suspensive non levée n'est pas imposable	
- Sûretés		- Droit d'enregistrement	
<u>Marchés financiers</u>	24	- Impôts locaux	
- Autorité		- Impôt sur la fortune immobilière	
- Commercialisation		- Impôt sur le revenu	
- Finance digitale		- International	
- Gestion d'actifs		- Lutte contre la fraude	
- Marché : PEA, PEA-PME et fractionnement des titres : modifications législatives		- Taxe sur la valeur ajoutée : des précisions sur la notion d'« établissement stable preneur »	
- Médiation		<u>Supervision prudentielle, résolution et réglementation comptable</u>	61
- Protection des investisseurs		- Autorité : ACPR : extension des exigences de déclaration en matière de supervision du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire – ACPR : publication du rapport annuel 2023	
- Sanction, transaction et jurisprudence		- Réglementation comptable et audit	
<u>Banque-Assurance</u>	29	- Réglementation prudentielle	
- Distribution d'assurances		- Jurisprudence : responsabilité non contractuelle de l'Union européenne : jugement du tribunal de l'UE	
<u>Finance durable</u>	30	<u>Social</u>	67
- Finance responsable : visites mystère AMF : résultats		- Conditions de travail : intelligence artificielle : étude d'impact	
- Finance verte : plan d'épargne avenir climat : publication de deux décrets et un arrêté relatifs à la mise en œuvre		- Droit du travail	
<u>Droit des sociétés</u>	33	- Protection sociale, Retraite	
- Réglementation : loi « Attractivité » : mesures en droit des sociétés		- Rémunération, intéressement et participation	
- Jurisprudence		- Représentativité	
		- Jurisprudence	